

## **ALGÉRIE**

### **Répression d'État, nationalismes et indépendance de classe (A propos de la «question kabyle»)**

Dans le contexte de la proclamation unilatérale d'une «*indépendance de la Kabylie*» par le MAK (Mouvement pour l'Autonomie de la Kabylie) (14 décembre 2025), il faut d'abord rappeler un fait central : l'État bourgeois algérien n'a jamais cessé de traiter toute contestation comme une affaire de police. Il alterne concessions symboliques et répression matérielle. Il le fait pour protéger l'ordre social.

En Kabylie comme ailleurs, des opposants et des militants sont emprisonnés et poursuivis sous des incriminations extensibles — «atteinte à l'unité nationale», «apologie du terrorisme», «atteinte à la sûreté de l'État» — qui servent à criminaliser toute opposition politique et sociale, à interdire l'organisation, et à transformer la lutte de classe en simple affaire pénale. La répression ne vise pas seulement des personnes soupçonnées de proximité avec le MAK : elle frappe aussi des animateurs et partisans du Hirak, des syndicalistes, des collectifs de solidarité, et plus généralement toute organisation qui tente d'exister hors du contrôle de l'État. Elle touche également des militants visés au nom de l'«antiterrorisme» sous d'autres étiquettes, et elle s'étend aux luttes pour les disparus de la «décennie noire», encore réprimées aujourd'hui.

Le mécanisme est connu : l'étiquette «terrorisme» fonctionne comme un filet. Elle permet à l'État de fabriquer des «ennemis intérieurs», d'étendre l'amalgame par simple décision politique, et de frapper large — qu'il exhibe ou non des «dossiers». Car la justice bourgeoise n'est pas l'arbitre neutre des faits : elle est une pièce de l'appareil d'État, chargée de légitimer la répression.

Il faut insister sur un point que les raccourcis «régionalistes» effacent : la violence d'État n'est pas un accident kabyle, ni un «dossier kabyle». C'est un mode de gouvernement. Les massacres du printemps 2001 (plus de 120 morts) et la brutalité exercée lors des grandes mobilisations de 1980 trouvent un écho direct dans d'autres séquences majeures : la répression de 1963 (qui a particulièrement ciblé la Kabylie), la répression qui accompagne le coup d'État de 1965 (avec des violences meurtrières, notamment à Annaba), et surtout octobre 1988 à Alger et ailleurs, où l'État a répondu par des centaines de morts. Cette continuité dessine une ligne claire : dès que la contestation menace l'ordre social, la bourgeoisie au pouvoir n'hésite pas à tuer, à emprisonner, à terroriser.

Dans ce cadre, réduire l'opposition politique à un duel «État contre MAK» est non seulement faux, mais politiquement dangereux : cela alimente la propagande du MAK, qui cherche à se poser en unique adversaire «réel» de l'État, tout en gommant les autres courants, les autres luttes, et surtout la dimension sociale. Or, en Kabylie, l'espace politique et social ne se résume pas au MAK : il y a des militants du Hirak, des syndicalistes, des opposants de multiples tendances, et aussi des partis et courants (FFS, RCD, etc.) dont les orientations — bourgeois/petites bourgeois — entrent en concurrence avec le séparatisme. Le fait même que ces forces existent, disputent l'influence et subissent elles aussi la pression répressive suffit à interdire toute analyse où «la Kabylie» serait confondue avec une seule organisation et une seule ligne nationalitaire.

La répression ne s'arrête pas aux prisons. Elle prend la forme de pressions sur les syndicats, de gels ou d'entraves aux activités de certaines organisations d'opposition, de harcèlement judiciaire, et d'un durcissement de l'arsenal légal au nom de la «lutte antiterroriste». Elle s'accompagne de tentatives d'intimidation, d'enlèvements et d'agressions contre des opposants de différents courants, et de pressions multiformes sur les familles.

Enfin, la pression déborde les frontières. Des opposants à l'étranger rapportent des menaces, du chantage, des pressions multiformes, parfois via l'entourage familial. Dans la même logique, le projet de loi sur la déchéance de la nationalité doit être compris pour ce qu'il est : une arme de guerre politique. Il vise tous les opposants dangereux pour l'État bourgeois qui ne peut pas les neutraliser lorsqu'ils agissent contre lui à l'extérieur des frontières nationales. C'est une tentative d'étendre la répression au-delà du territoire, de frapper l'opposition en exil, et de terroriser par avance ceux qui, à l'intérieur, pourraient relever la tête.

Tout cela confirme un point de méthode : la question n'est pas de choisir entre deux «peuples», ni entre des nationalismes concurrents, mais de comprendre la fonction de l'État bourgeois — central aujourd'hui, éventuellement régional demain — et de répondre sur le seul terrain qui puisse unir durablement les exploités : le terrain de classe.

### **Qu'est ce qu'a été le Hirak, ce mouvement qui a mobilisé des millions de personnes contre Bouteflika et contre le «système»?**

Il faut éviter une erreur fatale qui, sous prétexte de lucidité, finit par tourner à l'indifférentisme : parler du Hirak comme d'un simple théâtre de clans, comme si la mobilisation n'avait été qu'un décor. Une telle posture, même quand elle se pare de «réalisme», prépare en fait la passivité. Une position de classe ne méprise pas les mouvements réels : elle doit au contraire en reconnaître la force sociale et en critiquer les limites politiques.

Mais il faut dire clairement ce qu'était le Hirak : **un mouvement interclassiste**. Il a mêlé dans la rue des prolétaires, des chômeurs, des étudiants, des fractions de petite bourgeoisie urbaine, des professions libérales, et même des segments de la bourgeoisie opposés à telle ou telle fraction du pouvoir. Son mot d'ordre dominant — moralisation, «État de droit», «démocratie», «dégagisme» — a permis cette cohabitation, mais au prix d'une conséquence politique : la lutte y est restée majoritairement sur le terrain démocratique, donc compatible avec une recomposition interne de la domination bourgeoise. Tant que les classes sont «réconciliées» dans un même discours de «peuple» face au «système», le prolétariat n'apparaît pas comme force indépendante ; il fournit le nombre, l'énergie et le courage, tandis que les couches petites-bourgeoises fournissent l'idéologie, les mots d'ordre, les illusions et, souvent, l'encadrement.

**Le prolétariat entre inévitablement dans ces luttes, parce que sa condition d'exploité et d'opprimé le pousse spontanément à refuser l'intolérable. Même lorsqu'une lutte contre l'oppression ou d'autres méfaits réunit plusieurs classes — lutte anticoloniale hier, luttes «démocratiques» aujourd'hui — le prolétariat y participe nécessairement car en tant que classe exploitée et dominée c'est lui qui souffre le plus de toutes les oppressions et de tous les problèmes sociaux; c'est pourquoi il constitue la force motrice de cette lutte. Mais s'il n'arrive pas à se donner une organisation et une orientation de classe, il se retrouve à la remorque des orientations bourgeois ou petites bourgeois dominantes dans l'ambiance d'enthousiasme ou d'unité apparente, désarmé politiquement face à l'État et à ses auxiliaires. Si, dans une lutte commune à plusieurs classes, les prolétaires ne s'organisent pas séparément pour défendre leurs intérêts propres, ils deviennent la force d'appoint d'autres classes; ils fournissent l'énergie du mouvement, mais la direction politique et les objectifs restent étrangers à leurs besoins historiques** et la situation se stabilise ou qu'une «victoire» partielle est obtenue, la bourgeoisie et la petite bourgeoisie se retournent contre eux. Ce n'est pas une dérive : c'est le fonctionnement normal de la société capitaliste.

**Reconnaitre la réalité du Hirak ne signifie pas l'idéaliser : cela signifie comprendre pourquoi il a pu être capturé, épuisé et réprimé. Sans organisation autonome, sans organes propres, sans programme de classe, une mobilisation interclassiste reste manœuvrable. Elle peut servir de levier à des rivalités de clans, puis être abandonnée ou écrasée lorsque l'État retrouve l'initiative**

Le Hirak a été un mouvement de masses, et la Kabylie y a participé de manière substantielle. Sous les coups répétés de l'État bourgeois — répression, arrestations, intimidation — c'est même à partir de la Kabylie que des forces ont tenté de maintenir la mobilisation et de préparer sa relance. Cela ne démontre pas l'existence d'un «peuple» homogène, ni l'efficacité d'une voie démocratique : cela démontre que la colère sociale et politique était réelle, qu'elle cherchait des points d'appui, et qu'elle pouvait — au moins potentiellement — ouvrir un terrain de convergence plus large, à condition d'être arrachée au cadre interclassiste et à l'idéologie démocratique.

Dans ce contexte, il est nécessaire de rappeler que **les partisans du MAK n'ont pas participé au Hirak et qu'ils se sont même évertués à en détourner des militants kabyles, en présentant le mouvement comme «algérieniste»**. Une telle orientation montre, concrètement, comment un nationalisme régional peut détourner une mobilisation interrégionale de masse de ses possibilités d'unification, en déviant la lutte sur un terrain identitaire interclassiste. Il est important que les prolétaires kabyles retiennent cette leçon : toute politique qui remplace l'unité basée sur des revendications de classe par l'unité derrière un drapeau national prépare la division et facilite la répression.

**Il est également important de se méfier des formules journalistiques qui, en apparence descripti-**

**ves, figent l'histoire en récits nationaux.** L'expression «**printemps kabyle**» fonctionne souvent comme un raccourci. Elle tend à donner une continuité «naturelle» à des épisodes historiques différents, et à en faire les chapitres d'une même histoire: celle d'un «peuple kabyle» en marche vers son État. Ce type d'analyse fournit une matière idéologique commode pour transformer des mobilisations réelles, d'abord dirigées contre l'arbitraire d'État et contre des déterminations sociales, en étapes supposées d'un projet étatique.

Or les mobilisations de 1980 et de 2001 n'étaient pas de type nationalitaire. Elles ont exprimé, à des degrés divers, une colère contre la violence policière, contre le mépris social, contre les injustices de classe. **Les réduire à un «printemps» unique estampillé «kabyle»**, c'est effacer leur contenu social et leur portée potentiellement unificatrice avec les prolétaires d'autres régions.

Les faits ont démontré qu'il est impossible d'en finir avec la misère et l'exploitation par une classe dominante de capitalistes et de profiteurs en tout genre, au moyen de gigantesques manifestations pacifistes toutes les semaines «contre le système». Les faits ont démontré que les mécanismes démocratiques ne sont qu'un leurre: lorsque des élections risquent de donner des résultats qui ne leur conviennent pas, les bourgeois envoient l'armée pour y mettre fin. Les faits ont démontré que les actions minoritaires de type guérilla et les tueries terroristes sont utilisées pour renforcer le terrorisme de l'État bourgeois qu'elles sont incapables d'affaiblir.

Quant à la «solution» d'un État kabyle indépendant, elle ne ferait que déplacer le problème: elle substituerait une bourgeoisie à une autre et dresserait une nouvelle frontière au sein du marché mondial. **Changer de drapeau ne change pas les rapports de production : salariat, chômage, impôts, police, prisons, répression, et concurrence entre États. Un État nouveau, même né d'un discours «anti-oppression», reste un État bourgeois: l'organe de domination de la classe bourgeoise.**

Le nationalisme est l'arme idéologique par laquelle la bourgeoisie fabrique une communauté fictive—«le peuple», «la nation»—pour lier les exploités aux exploiteurs. Il exige des prolétaires qu'ils fassent des sacrifices au nom d'un «intérêt national» prétendument commun, alors que cet intérêt est celui de la classe dominante: préserver la propriété, la hiérarchie sociale, l'État, et la place de la bourgeoisie dans la concurrence mondiale.

En Algérie, le pan-arabo-islamisme d'État sert à discipliner, à criminaliser l'opposition, et à maintenir la division. Mais le pan-amazighisme, lorsqu'il est posé comme alternative identitaire globale, reste lui aussi un nationalisme: il propose une autre communauté interclassiste, une autre «unité» qui mêle exploités et exploitateurs sous un drapeau culturel. Enfin, le kabylisme pousse plus loin la même logique en la resserrant sur une région: «peuple kabyle» opposé à «peuple algérien». Dans les trois cas, le mot «peuple» efface la ligne de classe.

À ces unions identitaires—centrales, «pan-» ou régionales—il faut opposer une seule union réelle: **l'union des exploités contre les exploitateurs.** L'unité prolétarienne ne se construit pas sur la langue, le sang, le territoire ou la mémoire, mais sur **les intérêts matériels communs**. C'est sur ce terrain que peuvent s'unir les prolétaires de Kabylie, du reste de l'Algérie et de l'émigration, en liaison avec les prolétaires des autres pays.

*Liberté pour les travailleurs et militants emprisonnés; solidarité matérielle avec les familles; caisses de défense et soutien contrôlés par les travailleurs eux-mêmes. Défendre les réprimés, oui; se laisser enrôler derrière des coalitions démocratiques bourgeoises, non. Unifier la lutte sur des revendications sociales communes: salaires, prix, logement, chômage, conditions de travail, violences policières.*

Tels sont les axes qui peuvent rassembler sur des bases de classe les prolétaires de Kabylie, du reste de l'Algérie et de l'émigration, en coupant court aux divisions identitaires.

Hier, la révolution nationale anticoloniale a mis fin au colonialisme et à ses horreurs, mais elle n'a pas aboli l'exploitation. Demain, seule la **révolution communiste internationale** pourra mettre fin au capitalisme et à ses horreurs, en brisant les États bourgeois et en instaurant sur leurs ruines le pouvoir international du prolétariat. L'internationalisme n'est pas une coalition de «peuples». C'est la lutte mondiale d'une même classe contre un même mode de production. Sa condition politique est claire: **organisation prolétarienne indépendante, centralisation, parti de classe internationale.**

Travailler dès aujourd'hui dans cette direction est nécessaire pour que puisse demain être abattu le capitalisme en Algérie et dans tous les pays.